

Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE)

Coordonnées du bureau de l'ASSÉ

Téléphone : 514-390-0110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Adresse : 2065 Parthenais local 383, Montréal, Québec, H2K 3T1

Cahier de préparation pour les délégations

Version finale



Congrès de la CLASSE

Samedi le 24 et dimanche le 25 mars 2012

Lieu :

Collège Édouard-Montpetit
395 Chemin de Chambly
Longueuil (Québec)
J4H 3M6

Frais de participation :

30,00\$ par personne

Association étudiante hôte :



Association générale étudiante du
Collège Édouard-Montpetit

Proposition d'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

- 0.0 Ouverture
- 1.0 Procédures
 - 1.1 Praesidium
 - 1.2 Présentation du déroulement du Congrès et des procédures
 - 1.3 Lecture et adoption de l'ordre du jour
 - 1.4 Adoption du procès-verbal
- 2.0 Accueil des associations membres de la CLASSE
- 3.0 Bilans
 - 3.1 Comités et Conseils
 - 3.2 Associations étudiantes
- 4.0 Finances
- 5.0 Plan d'action
 - 5.1 Grève
 - 5.2 Manifestations et actions
 - 5.3 Négociations
- 6.0 Femmes
- 7.0 Revendications
- 8.0 Élections
 - 8.1 Comités et Conseils de la CLASSE
 - 8.1.1 Présentation
 - 8.1.2 Plénière
 - 8.1.3 Scrutin
- 9.0 ASSÉ
 - 9.1 Accueil des nouveaux membres
- 10.0 Prochains Congrès de la CLASSE
- 11.0 Avis de motion
 - 11.1 Dépôt des avis de motion
 - 11.2 Traitement des avis de motion
- 12.0 Varia
- 13.0 Levée

Table des matières

Proposition d'ordre du jour.....	2
Candidature au Comité médias de la CLASSE.....	4
Renaud Poirier St-Pierre.....	4
Bilan de l'Association Générale Étudiante du Collège de Valleyfield.....	5
Tableau des cotisations reçues pour la CLASSE.....	6
Notes de l'Annexe A : États des résultats.....	7
Propositions.....	8

Candidature au Comité médias de la CLASSE

Renaud Poirier St-Pierre

Candidat au Comité médias de la CLASSE

Appuyé par l'AFESPED-UQAM

Camarades,

Je tenais par la présente à poser ma candidature sur le comité média de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

J'ai commencé à m'impliquer dans le mouvement étudiant dès ma première année de cégep. Mon bac. en Communication, politique et société de l'UQAM m'a ensuite donné l'occasion de militer au sein de mon association modulaire et de mon association facultaire (AFESPED). J'essaie, pour l'instant, de compléter une maîtrise en science politique.

Depuis le début de la grève, je m'efforce de développer diverses méthodes d'analyse médiatique, notamment, des études détaillant l'étendue de la couverture médiatique du mouvement étudiant. J'ai également aidé aux relations de presse lors de quelques cas où certaines rectifications médiatiques étaient nécessaires (fermeture de la BAnQ, « kidnapping » AFELC, cas MÉSRQ c. AFESPED). À la suite de plus de 5 semaines de lutte militante, je souhaite concrétiser davantage mon implication auprès de la CLASSE.

Dans cette lutte contre la marchandisation de l'éducation, il est primordial de faire résonner nos revendications à l'extérieur de nos structures, ce que nous faisons déjà très bien. Cependant, les prochaines semaines nécessiteront un travail collectif intensif ; c'est pourquoi je veux offrir mon aide à l'équipe actuelle du comité média.

Dans les meilleures de mes capacités, je souhaite travailler ardemment à concrétiser le projet de société que porte la CLASSE.

Vers une grève victorieuse,

Renaud Poirier St-Pierre

Bilan de l'Association Générale Étudiante du Collège de Valleyfield

C'était notre 5^e semaine de grève au Collège de Valleyfield. La semaine a commencé avec notre assemblée de reconduction qui a été favorable à la continuité de la grève avec 423 votes pour, 394 contre et 4 abstentions. Nous avons également pu prendre position sur des enjeux tels que l'assurance qualité et les négociations avec le gouvernement.

Cette semaine a été bien remplie du fait que nous avons pu aider l'École de la Baie-Saint-François pour l'organisation d'un référendum pour une levée de cours le 22 mars qui a été victorieux à 539 pour, 72 contre et 17 abstentions. Nous avons aussi organisé une nuit de la création mardi qui a été un grand succès.

Les membres de l'AGÉCoV ont pu participer à la manifestation du 22 mars à Montréal. Nous avons pu remplir trois autobus à pleine capacité ainsi qu'un autre pour les élèves du secondaire. La journée a commencé avec un piquetage plus ou moins dur à l'École de la Baie-Saint-François où certains élèves insatisfaits du vote ont tenté de pénétrer dans l'établissement. La direction a aussi participé au non-respect du vote en incitant à franchir les lignes de piquetage et d'aller en cours. Tout s'est bien déroulé pour les étudiant-e-s du Collège et les élèves du secondaire à la manifestation, malgré un certain malaise pour quelques personnes du fait que nous avons dû suivre le trajet des fédérations étudiantes.

Solidairement,
Guillaume Proulx
Externe à l'AGÉCoV

Tableau des cotisations reçues pour la CLASSE

Dernière mise à jour le 22 mars 2012

Association étudiante	Date d'adhésion à la CLASSE	Nombre de membres	Cotisations reçues
AGECoV	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	1965	2 500,00 \$
AGEFLESH	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	2000	1 000,00 \$
AGEECL	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	3750	5 700,00 \$
AGECVM	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	6900	6 900,00 \$
AFESPED	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	2100	4 212,50 \$
AEDDHUM	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	150	150,00 \$
AGEEPP	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	230	
AECSEF	Congrès des 4 et 5 février 2012	900	
AECA	Congrès des 4 et 5 février 2012	1300	130,00 \$
AEGUM	Congrès des 4 et 5 février 2012	250	
AÉÉH-UL	Congrès des 4 et 5 février 2012	350	300,00 \$
AGECFXG	Congrès du 18 février 2012	5700	6 000,01 \$
AGECAL	Congrès du 18 février 2012	3500	3 000,00 \$
GÉOGRAD	Congrès du 18 février 2012	91	
MESSUL	Congrès du 18 février 2012	450	
ACCES-UL	Congrès du 18 février 2012	99	50,00 \$
RÉSUL	Congrès du 18 février 2012	111	
ACEP-UL	Congrès du 18 février 2012	115	
AELCUM	Congrès du 18 février 2012	190	
AESS-UQAM	Congrès du 25 février 2012	3600	3 500,00 \$
AELLFUM	Congrès du 25 février 2012	425	200,00 \$
AÉMUM	Congrès des 3 et 4 mars 2012	630	
ACELUL	Congrès des 3 et 4 mars 2012	350	100,00 \$
AGEETUL	Congrès du 10 mars 2012	115	20,00 \$
GSA	Congrès du 10 mars 2012	6000	
Asso-CÉTASÉ	Congrès du 10 mars 2012	135	130,00 \$
AEUPARC	Congrès du 10 mars 2012		
ACSSUM	Congrès du 10 mars 2012	110	120,00 \$
AÉDIROUM	Congrès du 17 mars 2012	340	
AGEBdeB	Congrès du 17 mars 2012	2950	
AECSSPUM	Congrès du 17 mars 2012		
AECSAUM	Congrès du 17 mars 2012	185	
AESSUM	Pas encore reçue par le Congrès	638	583
TOTAL		45629	34 595,51 \$

Notes de l'Annexe A : États des résultats

Voici les notes relatives aux états des résultats présentés en Annexe A

Note 1 : L'importance, au niveau des instances de la CLASSE, n'est pas le pourcentage relatif aux prévisions, mais bien que le montant des dépenses soient égal à celui des revenus.

Note 2 : Les contributions à la CLASSE n'avaient pas été incluses dans les dernières prévisions budgétaires. Ce montant correspond donc au nombre de membres de la CLASSE (estimé à 84 000 moins les membres de l'ASSÉ) X 1.00\$

Note 3 : Le fond des arrêté-e-s étant un poste budgétaire dont la gestion est indépendante du budget de l'ASSÉ, il n'a pas été calculé dans le pourcentage final (revenus et dépenses).

Note 4 : Correspond à 5% du total des cotisations de l'ASSÉ et des contributions de la CLASSE.

Note 5 : Correspond aux 4500 \$ des prévisions budgétaires + 10% des contributions à la CLASSE.

Note 6 : Correspond aux 1000\$ des prévisions budgétaires + 4% des contributions à la CLASSE.

Note 7 : Correspond aux 20 000\$ des prévisions budgétaires + 61% des contributions à la CLASSE.

Note 8 : Correspond aux 12 000\$ des prévisions budgétaires + 20% des contributions à la CLASSE

À noter, également, que ni les soldes des cartes de crédit, ni les dépenses engendrées mais non payées n'ont été comptabilisés pour les présents états des résultats.

Propositions

1.0 Procédures

1.2 Présentation du déroulement du Congrès et des procédures

1. *Considérant le malaise d'un grand nombre de délégués quant à la présence des médias lors des congrès de la CLASSE; Considérant la perte de temps engendrée par les médias lors du dernier congrès de la CLASSE.*

L'AÉAUM propose que les médias nationaux (TVA, Radio-Canada, CBC, etc.) ne soient jamais acceptés dans les salles de congrès de la CLASSE, mais permette la présence de médias locaux

2.0 Accueil des associations membres de la CLASSE

1. L'AESSUQAM propose au Congrès d'exclure les membres de la CLASSE non-membres de l'ASSÉ qui n'ont pas déclenché la grève.

3.0 Bilans

3.1 Comités et Conseils

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes de bilan des activités de chacun des Comités et Conseils suivi d'une présentation

3.2 Associations étudiantes

1. Le Conseil exécutif propose un tour de table des associations avec limite de tours de parole à 3 minutes sur:

- Le vote de grève et de reconduction
- Mobilisation pour actions locales
- Mobilisation pour actions nationales
- Le féminisme au local

4.0 Finances

1. Le Conseil exécutif propose de faire une présentation de 15 minutes sur l'état des résultats à ce jour pour l'ASSÉ et la CLASSE

2. La SOGEECOM propose que les associations membres de la CLASSE (mais non membres de l'ASSÉ) en attente du paiement de leur cotisation soient expulsées automatiquement deux semaines après un préavis donné par le Conseil exécutif de la CLASSE;

Que ce préavis soit donné le plus rapidement possible après le congrès.

5.0 Plan d'action

5.1 Grève

1. L'AEAUM propose que la CLASSE invite ses membres et non-membres à refuser toute proposition du gouvernement qui n'offrirait pas au moins le retrait complet de la hausse;
Que la classe invite ses membres à poursuivre la grève dans une telle éventualité;
Que la CLASSE organise une manifestation nationale pour contester et répondre à l'éventuelle proposition;
Que la CLASSE médiatise l'idée que la grève étudiante continuerait malgré la signature d'une entente non-satisfaisante

2. *Considérant que la clause de non-recommandation adoptée par la CLASSE l'empêche de recommander publiquement l'adoption d'une offre de la ministre avant que les Ags n'aient été consultées, mais ne l'empêche pas de rejeter un offre insatisfaisante;*

L'AESSUQAM propose que la CLASSE invite ses membres et non-membres à refuser toute proposition du gouvernement qui n'offrirait pas au moins le retrait complet de la hausse sans condition;
Que la CLASSE invite ses membres à poursuivre la grève dans une telle éventualité;
Que la CLASSE organise une manifestation nationale pour contester et répondre à l'éventuelle proposition;
Que la CLASSE médiatise l'idée que la grève étudiante continuerait malgré la signature d'une entente non-satisfaisante.

Que le Congrès de la CLASSE donne le pouvoir à l'exécutif de la CLASSE de réagir médiatiquement afin de dénoncer publiquement toute entente à rabais.

Considérant le fait que la FECQ a dénoncé des actions étudiantes de la CLASSE et qu'elle a conséquemment brisé les clauses minimales de collaboration qui avaient été établies entre la CLASSE et la FECQ;

Considérant que par cette action, la FECQ, en reprenant le discours du gouvernement sur la violence légitime les positions de ce dernier au détriment du mouvement étudiant;

Considérant que l'exécutif national de la FECQ n'a fait que récupérer les mouvements de grève dans les CEGEPS membres de la FECQ alors qu'elle n'a aucunement mobilisé ces mêmes associations pour la grève;

Considérant la tradition récupératrice des fédérations étudiantes, notamment la stratégie de concertation ayant mené à l'entente à rabais de 2005;

Considérant que l'exécutif national de la FECQ n'a pas respecté les lignes adoptées en congrès concernant la collaboration avec la CLASSE et les autres organisations nationales;

Considérant que la FECQ a ouvertement critiqué le déclenchement de la grève par 100 000 étudiant-e-s avant de finalement rejoindre ce même mouvement alors que certaines associations membres sont entrées en grève par elles-mêmes avant cette sortie publique;

Considérant que la FECQ semble ne plus représenter ses membres adéquatement;

Considérant que nous ne pouvons en aucun cas avoir un rapport de confiance avec un tel exécutif.

Que l'AFESPED et la CLASSE dénonce ces pratiques comme étant néfastes à la cause étudiante et sapant les efforts d'unification du mouvement;

Que l'AFESPED et la CLASSE invitent les associations membres de la FECQ à destituer l'exécutif national de la FECQ;

Que l'AFESPED et la CLASSE invitent les associations membres de la FECQ à se désaffilier de celle-ci afin de se joindre à la CLASSE puis à l'ASSÉ;

Que l'AFESPED et la CLASSE continuent à envoyer des militant-e-s sur les campus de la FECQ afin d'aider à la mobilisation et à l'élargissement de la grève.

5.2 Manifestations et actions

1. Le Conseil exécutif propose que se tienne une manifestation nationale le 4 avril 2012 à Montréal

*Considérant que l'aluminerie Rio Tinto Alcan est en Lock Out depuis le 31 décembre 2011;
Considérant que la lutte étudiante s'inscrit dans un contexte plus large de lutte contre les injustices du système économique;
Considérant que les syndicats de Rio Tinto Alcan ont appelé à une grande manifestation de solidarité le 31 mars 2012.*

2. Le Conseil exécutif propose que la CLASSE participe à la manifestation de solidarité envers les lock-outé-e-s à Alma le 31 mars.

3. La SOGEECOM propose que Philippe Éthier ne soit plus responsable de l'organisation d'une manifestation ou d'une action.

Considérant la volonté récente du Maire de Montréal, Gérald Tremblay, d'interdire le port de masques durant les manifestations;

Considérant que l'identité des individus leur appartient et qu'ils ont le droit de la dissimuler;

Considérant le contexte de criminalisation de la dissidence observé depuis plusieurs années au Québec et au Canada;

Considérant que le port d'un masque peut être motivé par une panoplie de raisons, allant de la critique de la vidéo-surveillance à la protection contre le profilage, en passant par la défense contre les gaz-poivre et les gaz lacrymogènes ou le simple cadre festif;

Considérant que certains policiers et certaines policières refusent souvent de s'identifier, malgré l'obligation prévue à l'art 5 al 2 du Code de déontologie des policiers [et policières] du Québec;

Considérant qu'il existe déjà, dans le Code criminel, le chef d'accusation « déguisement dans un dessein criminel » et que l'on ne doit pas condamner les personnes sur le seul chef de dissimuler leur visage;

Considérant le pouvoir discrétionnaire démesuré qu'un tel règlement accorderait aux forces de l'ordre.

4. L'AFESPED propose que la CLASSE s'oppose vivement à toute interdiction du port de masques durant les manifestations ainsi que dans tout autre contexte.

Que la CLASSE organise une « Grande Mascarade » dans le cadre de la semaine de perturbation économique du 26 mars 2012.

5. L'AFESPED propose que la CLASSE organise une Manifestation Nationale à Montréal le mercredi 4 avril 2012.

6. *Considérant que 780 travailleurs-ses de Rio tinto Alcan et leurs familles sont aujourd'hui affectés par un lock-out de leur employeur*

Considérant que ce conflit de travail s'inscrit dans une stratégie concertée des entreprises oligopolistiques de ce secteur visant notamment à réduire le niveau de production de l'aluminium afin de hausser le prix mondial de la matière,

Considérant que cette entreprise continue de bénéficier des avantages de la vente de son électricité à Hydro-Québec en vertu de contrats secrets signés avec l'aval et la complicité du gouvernement,

Considérant la nécessité de renforcer nos alliances avec le milieu associatif et syndical, d'élargir nos appuis auprès de la population, d'initier des actions de solidarité avec les travailleurs-ses du Québec dans une perspective de grève sociale et, finalement, de dénoncer activement les turpitudes du gouvernement Charest et, particulièrement, sa légendaire complaisance envers les intérêts et milieux financiers,

L'AFESPED propose qu'en accord avec les organisateurs-trices concerné-e-s,

Que la CLASSE appelle ses membres à participer à la manifestation de solidarité avec les travailleurs-ses de Rio Tinto Alcan qui aura lieu le 31 mars à Alma

Que la CLASSE organise des transports collectifs pour les étudiant-es intéressés à se rendre à la manifestation de solidarité,

Que toute initiative en ce sens soit prise après avoir préalablement communiqué avec les responsables des syndicats concernés.

7. La SOGÉÉCOM propose que la manif-action du 28 mars soit une action de la CLASSE.

8. *Considérant que l'opinion publique est une construction des médias de masse;*

Considérant que les médias sont structurellement intégrés comme instruments des élites politiques et économiques;

Considérant que le fétichisme des médias est une aliénation de notre rapport au politique;

Considérant que nous n'avons pas construit le présent mouvement de masse à travers les médias de masse, mais plutôt grâce à une mobilisation directe basée sur nos propres moyens;

Considérant que les changements sociaux majeurs ne vont survenir que grâce à une mobilisation massive, démocratique et combative;

L'AESSUQAM propose que la CLASSE encourage fortement voire priorise les types d'actions qui ont des effets mobilisateurs ou perturbateurs directs et qui n'ont pas besoin de la médiation des médias de masse pour atteindre leurs objectifs.

Que la CLASSE rappelle le rôle instrumental et secondaire des médias dans le cadre d'une lutte sociale combative et démocratique.

Que la CLASSE souligne l'importance de la mise en place de médias indépendants contrôlés par les organes démocratiques qui fondent les luttes populaires.

9. L'AESSUQAM propose que la CLASSE participe à une manifestation ironique de droite le dimanche 1er avril à Montréal. *

10. *Considérant que 780 travailleurs-ses de Rio tinto Alcan et leurs familles sont aujourd'hui affectés par un lock-out de leur employeur;*

Considérant que ce conflit de travail s'inscrit dans une stratégie concertée des entreprises oligopolistiques de ce secteur visant notamment à réduire le niveau de production de l'aluminium afin de hausser le prix mondial de la matière,

Considérant que cette entreprise continue de bénéficier des avantages de la vente de son électricité à Hydro-Québec en vertu de contrats secrets signés avec l'aval et la complicité du gouvernement,

Considérant la nécessité de renforcer nos alliances avec le milieu associatif et syndical, d'élargir nos appuis auprès de la population, d'initier des actions de solidarité avec les travailleurs-ses du Québec dans une perspective de grève sociale et, finalement, de dénoncer activement les turpitudes du gouvernement Charest et, particulièrement, sa légendaire complaisance envers les intérêts et milieux financiers,

L'AESSUQAM propose qu'en accord avec les organisateurs-trices concerné-e-s, la CLASSE appelle ses membres à participer à la manifestation de solidarité avec les travailleurs-ses de Rio Tinto Alcan qui aura lieu le 31 mars à Alma;

Que la CLASSE organise des transports collectifs pour les étudiant-es intéressés à se rendre à la manifestation de solidarité,

Que toute initiative en ce sens soit prise après avoir préalablement communiqué avec les responsables des syndicats concernés.

11. L'AESSUQAM propose que la CLASSE favorise l'exportation des actions de perturbation économique de la grève en dehors de la région métropolitaine de Montréal.

12. *Considérant la volonté récente du Maire de Montréal, Gérald Tremblay, d'interdire le port de masques durant les manifestations;*

Considérant que l'identité des individus leur appartient et qu'ils ont le droit de la dissimuler;
Considérant le contexte de criminalisation de la dissidence observé depuis plusieurs années au Québec et au Canada;
Considérant que le port d'un masque peut être motivé par une panoplie de raisons, allant de la critique de la vidéo-surveillance à la protection contre le profilage, en passant par la défense contre les gaz-poivre et les gaz lacrymogènes ou le simple cadre festif;

Considérant que certains policiers et certaines policières refusent souvent de s'identifier, malgré l'obligation prévue à l'art 5 al 2 du Code de déontologie des policiers [et policières] du Québec;

Considérant qu'il existe déjà, dans le Code criminel, le chef d'accusation « déguisement dans un dessein criminel » et que l'on ne doit pas condamner les personnes sur le seul chef de dissimuler leur visage;

Considérant le pouvoir discrétionnaire démesuré qu'un tel règlement accorderait aux forces de l'ordre.
L'AESSUQAM propose que la CLASSE s'oppose vivement à toute interdiction du port de masques durant les manifestations ainsi que dans tout autre contexte.

Que la CLASSE organise une « Grande Mascarade » dans le cadre de la semaine de perturbation économique du 26 mars 2012.

13. L'AESSUQAM propose que les perturbations économiques de la CLASSE visent principalement les compagnies ayant des liens reconnus (ex. lobbying, dons, contrats) avec le parti libéral du Québec ou celles bénéficiant de la marchandisation du savoir.

5.3 Négociations

1. L'AGÉCoV propose que le comité de négociation de la CLASSE prône les alternatives suivantes :

- Que l'on amène une taxation à 10 paliers d'imposition sur le revenu;
- Qu'il propose la réinstauration de la taxe sur le capital.

Considérant que la CLASSE ne sera pas la seule organisation étudiante nationale à négocier l'annulation de la présente hausse des frais de scolarité

2. Le Conseil exécutif propose une plénière de 45 minutes sur l'organisation du processus de négociation de la CLASSE avec le gouvernement du Québec.

3. [D'ajouter dans les demandes du Comité négociation au gouvernement] Une réglementation des frais de scolarité pour les étudiants internationaux et les étudiantes internationales pour une égalité avec les étudiantes et étudiants du Québec.

(Proposition d'amendement mise en dépôt au Congrès du 17 mars 2012)

4. L'AGÉCoV propose que la CLASSE contacte la ministre de l'éducation pour lui transmettre ses clauses de négociations pour l'inciter à ouvrir la discussion avec les étudiantes et les étudiants.

5. L'AGÉCoV propose que le comité de négociation de la CLASSE prône les solutions alternatives suivantes:

- Que l'on amène une taxation progressive à 10 paliers d'imposition sur le revenu
- Que l'on propose la réinstauration de la taxe sur le capital
- Que l'on prône une meilleure gestion des universités encourageant la formation et la recherche fondamentale et décourageant la publicité et la recherche appliquée.

Considérant l'engagement du gouvernement Québécois au Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Considérant l'article 13 du Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Considérant la fermeté du gouvernement de ne pas changer de position sur l'augmentation des frais de scolarité.

Considérant que plusieurs études démontrent que les universités ne sont pas sous-financées mais mal-financées

Considérant l'ampleur inégalée du mouvement actuel de lutte contre la hausse des frais de scolarité;

Considérant la nécessité d'aller chercher des gains réels qui auront un impact sur les générations futures

Considérant que la CLASSE fera parti des négociations avec le gouvernement.

6. L'AESSUQAM propose que la CLASSE négocie une baisse des frais de scolarité sur 5 ans pour instaurer la gratuité scolaire à la fin de cet échancier, pour toutes et tous sans discrimination.

6.0 Femmes

1. Le Conseil exécutif propose une plénière de 30 minutes sur les activités des comités femmes locaux et sur les moyens de stimuler la réflexion féministe sur les campus.

7.0 Revendications

1. L'AEÁUM propose que la CLASSE revendique un meilleur encadrement et une gestion plus sévère du financement universitaire.

2. La SOGEECOM propose que la CLASSE affirme son opposition au Plan Nord et à toute forme de développement du territoire qui se ferait sans l'accord des peuples autochtones ;

Que la CLASSE s'oppose à toute utilisation de redevances sur les ressources naturelles, notamment celles provenant du Plan Nord pour financer l'éducation ou le gel des frais de scolarité ;

Que la CLASSE réclame que toutes les redevances pour l'exploitation des ressources naturelles soient fixées, perçues et utilisées uniquement par les communautés autochtones concernées, et ce, sans ingérence des entreprises privées ou des gouvernements provincial et fédéral.

3. La SOGEECOM propose que les porte-parole de la CLASSE cessent de faire référence à l'augmentation des redevances pour les ressources naturelles dans leur argumentaire.

Considérant que l'opinion publique est une construction des médias de masse;

Considérant que les médias sont structurellement intégrés comme instruments des élites politiques et économiques;

Considérant que le fétichisme des médias est une aliénation de notre rapport au politique;

Considérant que nous n'avons pas construit le présent mouvement de masse à travers les médias de masse, mais plutôt grâce à une mobilisation directe basée sur nos propres moyens;

Considérant que les changements sociaux majeurs ne vont survenir que grâce à une mobilisation massive, démocratique et combative;

4. L'AFESPED propose que la CLASSE priorise les types d'actions qui ont des effets mobilisateurs ou perturbateurs directs et qui n'ont pas besoin de la médiation des médias de masse pour atteindre leurs objectifs.

Que la CLASSE rappelle le rôle instrumental et secondaire des médias dans le cadre d'une lutte sociale combative et démocratique.

Que la CLASSE souligne l'importance de la mise en place de médias indépendants contrôlés par les organes démocratiques qui fondent les luttes populaires.

5. Considérant que l'« assurance-qualité » s'inscrit dans un processus mondial et planifié de marchandisation de l'éducation; Considérant que la marchandisation de l'éducation vise d'abord et avant tout à permettre aux marchés de modifier les programmes d'éducation en fonction de leurs besoins spécifiques;

Considérant que, historiquement, l'éducation post-secondaire s'est construite sur l'affirmation d'une autonomie intellectuelle dans un but sociétal plus grand que le simple profit;

Considérant qu'au Québec, cette autonomie à entre autre servie à protéger une culture différente de celle du reste de l'Amérique du Nord.

L'AFESPED propose que la CLASSE se positionne contre l'« assurance qualité » sous toutes ses formes.

Qu'elle s'oppose à la création d'une éventuelle Commission d'évaluation des universités québécoises (CÉUQ), tel que prescrite par la FEUQ.

6. Considérant que l'assurance-qualité s'inscrit dans un processus mondial et planifié de marchandisation de l'éducation, Considérant que la marchandisation de l'éducation vise d'abord et avant tout à permettre aux marchés de modifier les programmes d'éducation en fonction de leurs besoins spécifiques;

Considérant que, historiquement, l'éducation post-secondaire s'est construite sur l'affirmation d'une autonomie intellectuelle dans un but sociétal plus grand que le simple profit;

Considérant qu'au Québec, cette autonomie à entre autre servie à protéger une culture différente de celle du reste de l'Amérique du Nord.

Que la CLASSE se positionne contre l'assurance qualité sous toutes ses formes.

Que la CLASSE s'oppose à la création d'une éventuelle Commission d'évaluation des universités québécoises (CÉUQ), telle que prescrite par la FEUQ.

(Proposition mise en dépôt au Congrès du 17 mars 2012)

7. L'AGÉCoV propose que la CLASSE se positionne contre l'assurance qualité sous toutes ses formes.

8. Considérant que l'objectif du travail social est de favoriser la cohésion sociale, l'équité, l'inclusion, dans une perspective de justice et de développement humain durable;

Considérant que l'accès généralisé à l'enseignement supérieur est un projet de société qui touche l'ensemble des Québécoises et Québécois;

Considérant que la présente augmentation des frais de scolarité universitaire s'inscrit dans une tendance à la marchandisation de l'éducation;

Considérant que la hausse des frais de scolarité, telle que proposée par le gouvernement québécois, s'inscrit dans un projet politique visant à liquider les mesures sociales conquises par les luttes populaires.

L'AÉSSUM propose que les revendications actuelles s'articulent autour d'une critique des logiques sous-tendant la présente hausse des frais de scolarité:

Que la CLASSE rappelle au gouvernement la nécessité des programmes et politiques sociales visant l'équité et l'accessibilité pour tous et toutes;

Que la CLASSE se positionne contre les mesures gouvernementales visant à miner les programmes et politiques sociales visant l'équité et l'accessibilité pour toutes et tous;

Que la CLASSE se positionne contre la marchandisation du savoir qui s'inscrit dans une économie capitaliste du savoir;

Que la CLASSE produise du matériel d'information afin de défendre et diffuser les axes de discours portant sur les logiques sous-tendant la présente hausse.

9.0 ASSÉ

9.1 Accueil des nouveaux membres

1. Le Conseil exécutif propose que l'on accueille l'AGECoV en tant que membre de l'ASSÉ

10.0 Prochains Congrès de la CLASSE

1. Le Conseil exécutif propose que le prochain Congrès de la CLASSE se tienne le 31 mars et le 1er avril à Alma.